

Chambre des Représentants.

SÉANCE DU 16 DÉCEMBRE 1920.

Projet de loi allouant des crédits provisoires à valoir sur le Budget général de 1921, autorisant la perception des impôts et contenant des dispositions diverses⁽¹⁾.

RAPPORT

PRÉSENTÉ, AU NOM DE LA COMMISSION PERMANENTE DES FINANCES,
DES BUDGETS ET DES ÉCONOMIES ⁽²⁾, PAR M. **WAUWERMANS**.

MESSIEURS,

L'objet principal du projet de loi qui vous est soumis est de fournir au Gouvernement les crédits nécessaires pour pourvoir aux dépenses d'administration pendant le premier trimestre 1921.

Aux termes de la loi du 24 juillet 1900 : « Le projet de budget est imprimé et distribué aux membres des Chambres législatives, par les soins du Département des Finances et des Travaux publics, au plus tard le 31 octobre de l'année qui précède l'ouverture de l'exercice. »

Quelque regret que l'on doive éprouver de ce que cette disposition soit demeurée à l'état de lettre morte au cours des derniers exercices, il est impossible de ne pas reconnaître le bien-fondé des motifs invoqués pour justifier cette dérogation en ce qui concerne le présent exercice.

Deux années se sont écoulées depuis que les divers organes du Gouvernement ont pu reprendre leur fonctionnement. Le moment est venu de faire notre examen de conscience financier, de nous rendre un compte exact de nos

(1) Projet de loi, n° 17.

(2) La Commission, présidée par M. MECHERYNCK, était composée de MM. BOLOGNE, CARLIER, DAVID, DE BRUYNE, DONNAY, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SERRUYS, SOUDAN, STRAUS, VAN LIMBURG STIRUM et WAUWERMANS.

ressources et de nos dépenses, d'établir des budgets qui n'aient plus à tenir compte de dépenses exceptionnelles de guerre, ou de recettes qui ne reposeraient que sur des espérances. Le moment est venu de manifester le courage fiscal : celui qui consiste pour le contribuable à fournir à l'État les ressources qui lui sont indispensables, et celui qui consiste pour ceux qui dressent ou votent les budgets à résister aux sollicitations, aux entraînements, aux gaspillages.

L'examen du budget général de 1921 offrira sans doute une importance considérable. Il devra consacrer une politique financière basée sur l'extrême compression des dépenses, la stricte utilisation des crédits, la subordination des engagements non seulement aux ressources mais aux disponibilités.

De quelle utilité aurait pu être un budget, présenté à la date de rigueur, mais devant ensuite être soumis à tout un travail de remaniement pour répondre aux obligations impérieuses de notre situation financière?

. . .

Jusqu'à ce que le Parlement ait pu former le Budget général, il ne peut y avoir place que pour des mesures conservatoires. Ce sont des crédits provisoires qui seront mis à la disposition des divers Départements. Il ne peut être question d'engager le principe de dépenses nouvelles, mais uniquement d'assurer la marche des services.

C'est pourquoi votre Commission a tenu à s'assurer que le montant de ces crédits ne dépasse pas ce qui paraît, jusqu'à plus ample vérification, exigé pour couvrir les dépenses absolument *nécessaires*.

Les chiffres proposés sont, en règle générale, et en ce qui concerne les dépenses ordinaires, égaux au quart des dépenses figurant au Budget pour 1920, tel qu'il a été arrêté par nous il y a quelques mois.

Les résultats de ces évaluations ne sont modifiés qu'à raison de circonstances spéciales, telles des charges nées de lois nouvelles.

C'est ainsi que le crédit à inscrire pour la Dette publique doit forcément comprendre toute la charge exigible pendant le premier trimestre 1921, de même que celui destiné à pourvoir le budget des dotations doit être majoré des charges nouvelles résultant — entre autres — de la revision constitutionnelle (678,000 francs). C'est ainsi aussi que les $\frac{3}{12}$ à attribuer au Budget des Sciences et des Arts doivent être majorés de 25 millions à raison du paiement des traitements des instituteurs et que ceux du Ministère de l'Industrie et du Travail doivent dépasser de 15 millions les $\frac{3}{12}$ à raison de la charge des pensions de vieillesse et ceux de la Défense Nationale et de la Gendarmerie de 10 et 2 millions, respectivement, à raison de l'augmentation des soldes.

Une majoration de crédits de 50 millions est ouverte au Ministère des Chemins de fer et a pour principale cause le développement du trafic.

Enfin une majoration de 15 millions pour le premier trimestre est consentie au Ministère des Finances pour couvrir les dépenses résultant des mesures réclamées par suite de la réforme des impôts.

D'autre part, les chiffres des crédits aux Ministères de l'Intérieur et des Affaires Économiques subissent des rectifications ayant pour cause le rattachement au

premier Département de tout ce qui se rattache à l'hygiène sociale, qui était, antérieurement, dans les attributions du second.

Ces diverses observations peuvent se traduire comme suit :

	Dépenses ordinaires votées en 1920.	Trois douzièmes.	Rectifications (majorations ou minorations).	Crédits provisoires sollicités.
Dette publique	529,729,779 89	»	»	164,600,000 »
Dotations	8,583,633 »	2,145,000 »	+ 678,000 »	2,823,000 »
Justice	74,201,000 »	18,549,000 »	»	18,549,000 »
Affaires Étrangères . . .	15,938,072 »	3,984,000 »	»	3,984,000 »
Intérieur	18,075,675 »	5,500,000 »	+ 5,730,000 »	11,250,000 »
Sciences et Arts	155,438,285 »	39,000,000 »	+ 25,000,000 »	64,000,000 »
Agriculture	21,716,680 »	5,700,000 »	»	5,700,000 »
Travaux publics	74,632,900 »	18,660,000 »	»	18,660,000 »
Industrie, Travail et Ravi- taillement	80,148,500 »	20,000,000 »	+ 15,000,000 »	35,000 000 »
Chemins de fer, etc. . . .	1,031,977,527 »	258,000,000 »	+ 50,000,000 »	308,000,000 »
Colonies	4,716,250 »	1,179,000 »	»	1,179,000 »
Défense Nationale	608,420,495 »	152,000,000 »	+ 10,000,000 »	162,000,000 »
Gendarmerie	48,812,700 »	12,000,000 »	+ 2,000,000 »	14,000,000 »
Finances	62,539,075 »	15,000,000 »	+ 15,000,000 »	30,000,000 »
Affaires Économiques . . .	26,771,100 »	6,750,000 »	— 5,750,000 »	1,000,000 »
Non-Valeurs et Rembour- sements	26,201,000 »	6,600,000 »	»	6,600,000 »

En ce qui concerne les crédits extraordinaires, la somme à allouer correspond, comme base, non plus aux trois douzièmes mais aux trois vingt-quatrièmes du montant des crédits alloués pour 1920; les douzièmes provisoires ne portent en effet que sur ces crédits réduits au préalable à concurrence de moitié.

Ici encore, cependant, certaines rectifications ont dû être opérées :

a) La somme de 150 millions de francs pour la Dette publique correspond au décaissement effectif à opérer dans le courant du premier trimestre 1920;

b) Les crédits à ouvrir au Ministère de l'Industrie et du Travail ont dû être majorés de 392 millions de francs à raison des décaissements à opérer par ce Département et qui ont, pour partie un caractère analogue à des dépenses pour ordre;

c) Ceux du Ministère des Affaires Économiques ont dû être augmentés de 221 millions de francs à raison du virement de 175,372,000 francs, crédit antérieurement ouvert à l'Office des dommages de guerre et des régions dévastées au Ministère de l'Intérieur, majoré d'environ 45 millions de francs.

d) La majoration de 30 millions de francs pour le Département des Finances résulte de l'application de la loi sur les habitations à bon marché.

e) Quant aux diminutions de 718,000 francs, 9,000 francs et 1 million de

francs, ils correspondent à des réductions déjà admises par les Départements intéressés des Affaires Étrangères, Sciences et Arts et Défense Nationale.

Ces diverses observations se résument :

	Dépenses extraordinaires votées pour 1920.	Trois vingt- quatrièmes.	Rectifications (majorations ou minorations).	Crédits provisoires sollicités.
Dette publique.	597,015,000	»	»	150,000,000 (a)
Justice	9,509,000	1,200,000	»	1,200,000
Affaires Étrangères	13,743,700	1,718,000	— 718,000 (c)	1,000,000
Intérieur	1,410,272,920	176,000 000	— 175,372,000 (e)	628,000
Sciences et Arts	1,056,247	132,000	— 9,000 (e)	123,000
Agriculture.	165,535,000	20,700,000	»	20,700,000
Travaux publics	241,340,000	30,000,000	»	30,000,000
Industrie, Travail et Ravitaille- ment	1,633,855,000	204,000,000	+ 392,000,000 (b)	596,000,000
Chemins de fer, etc.	1,234,022,829	154,230,000	»	154,230,000
Défense Nationale.	587,297,310	73,500,000	— 1,000,000 (e)	72,500,000
Finances	42,430,000	5,000,000	+ 30,000,000 (d)	35,000,000
Affaires Économiques.	630,142,800	79,000,000	+ 221,000,000 (c)	300,000,000

*
* * *

L'article 4 du projet de loi qui vous est soumis stipule que les sommes ainsi mises à la disposition des divers Départements ne pourront être affectées qu'à des dépenses ordinaires et extraordinaires autorisées en 1920, et conformément au libellé de ce budget. Il en résulte qu'il ne pourra être engagé aucune dépense nouvelle; qu'il ne pourra être ordonné aucune dépense en dehors de celles qui rentrent dans un des libellés du budget de 1920. A partir du dépôt du budget pour 1921, les crédits ne pourront être utilisés que dans la limite des nouveaux libellés.

Votre Commission eût souhaité pouvoir introduire des règles plus strictes encore, quelque courte que doive être cette période intercalaire.

On a déjà remarqué avec raison que les articles de certains budgets sont libellés dans des termes si vagues ou si élastiques qu'ils permettent d'appliquer des crédits à des destinations que parfois on ne pouvait soupçonner à l'origine. Ils autorisent des applications qui constituent parfois de véritables virements, et qui rendent illusoire le contrôle et les dispositions relatives à la responsabilité des ordonnateurs.

Même en ce qui concerne les dépenses libellées pour 1920, il est certaines auxquelles il faudra renoncer en 1921 : Il ne suffira plus — de l'avis de plusieurs membres de la Commission — qu'une dépense puisse être considérée comme utile : il faudra qu'elle soit *indispensable* pour être réalisée pendant la période de reconstitution.

Et, à plus forte raison, s'il s'agit de dépenses extraordinaires, il conviendra que les crédits provisoires ne soient point utilisés à des travaux dont le principe

apparaîtrait comme devoir être remis en discussion ou dont l'exécution serait susceptible d'être ajournée.

Sans préjuger de la décision finale, certains membres ont cité dans cet ordre de vues les dépenses relatives à la jonction Nord-Midi.

Enfin, et de façon générale, de quelque dépenses qu'il s'agisse, il doit être bien entendu que les allocations de crédits dans le cadre du libellé de 1920 n'ont pas un caractère d'indication de dépenses, et encore moins d'engagement pour l'avenir : ils laissent toutes choses en état.

*
* *

Comme corrolaire des dépenses autorisées, le projet de loi autorise la perception des impôts et taxes tant directs qu'indirects pendant le premier trimestre 1921.

En même temps l'article 2 consacre le maintien de la taxe sur les bénéfices exceptionnels réalisés pendant l'année 1920, et calculés en tenant compte de l'accroissement du montant admis pour la déduction consacrée par l'article 10 de la loi du 2^e juillet 1920.

*
* *

Le projet de loi prolonge pour la troisième fois la durée des prescriptions, et fait même renaître des droits déjà éteints. En d'autres circonstances la proposition serait de nature à fournir matière à discussions. Les motifs produits par l'Administration à l'appui de la proposition paraissent concluants : on y attachera une particulière considération s'ils doivent avoir cette conséquence de lui permettre d'accorder des termes et délais aux contribuables appartenant aux classes moyennes, aux petits propriétaires, que la guerre a placé dans une situation particulièrement pénible. Les sévérités du fisc seront assurément réservées à ceux qui se sont enrichis de leurs dépouilles.

On peut aussi invoquer en faveur de la disposition de prorogation des délais de prescription que nombre de particuliers ou de sociétés dont les capitaux sont engagés dans des entreprises à l'étranger — telles en Russie — sont dans l'impossibilité de dresser des bilans et qu'il y a lieu de consentir, en ce qui les concerne, un sursis à la taxation.

Il importe toutefois que l'Administration, escomptant des prorogations successives, n'en profite pour manquer de diligences : La taxation tardive entraîne autant de dommages pour le fisc que pour le particulier — souvent placé dans l'impossibilité de récupérer lui-même celle-ci sur son propre redevable.

*
* *

Votre Commission vous propose à l'unanimité l'adoption du projet. Dans les termes où il vous est présenté, il fournit une première manifestation de la ferme volonté du Gouvernement d'assurer l'ordre dans nos finances et la plus stricte économie dans les dépenses. Le Parlement ne leur ménagera pas son concours et ne se dérobera pas à ses responsabilités dans l'accomplissement de cette tâche.

Le Rapporteur,
P. WAUWERMANS.

Le Président,
A. MECHELYNCKX.



Kamer der Volksvertegenwoordigers.

VERGADERING VAN 16 DECEMBER 1920.

Wetsontwerp houdende toekenning van voorloopige credieten te gelden op de Algemeene Begrooting voor het dienstjaar 1921, en toelating om de belastingen in te vorderen, alsmede verschillende bepalingen ⁽¹⁾.

VERSLAG

NAMENS DE BESTENDIGE COMMISSIE VOOR DE FINANCIËN, DE
BEGROOTINGEN EN DE BEZUINIGINGEN ⁽²⁾ UITGEBRACHT DOOR
DEN HEER **WAUWERMANS**.

MIJNE HEEREN,

Het wetsontwerp, dat u is voorgelegd, heeft hoofdzakelijk ten doel, ter beschikking van de Regeering, de noodige credieten te stellen om de bestuurs-uitgaven gedurende het eerste trimester 1921 te bestrijden.

Naar luid van de wet van 24 Juli 1900, « wordt het begrotingsontwerp » gedrukt en aan de leden der Wetgevende Kamers rondgedeeld, door het toedoen van het Departement van Financiën en Openbare Werken, uiterlijk den 31^e October van het jaar dat aan de opening van het dienstjaar voorafgaat ».

Hoe zeer men ook moet betreuren dat deze bepaling niet werd nageleefd gedurende de jongste dienstjaren, kan men onmogelijk de gegrondheid betwisten van de aangevoerde redenen tot wettiging van dit verzuim voor het huidige dienstjaar.

Twee jaren zijn verlopen, sedert de verscheidene organen van de Regeering hunne werking konden hernemen. Het is thans het oogenblik om over te gaan tot ons gewetensonderzoek op financieel gebied, om nauwkeurig na te gaan welke onze inkomsten en onze uitgaven zijn, begrootingen vast te stellen, waarin

(1) Wetsontwerp, n° 17.

(2) De Commissie, voorgezeten door den heer MECHELYNCK, bestond uit de heeren BOLOGNE, CARLIER, DAVID, DE BRUYNE, HALLET, HOUTART, OZERAY, PUSSEMIER, SAP, SERRUYS, SOUDAN, STRAUS, VAN LIMBURG STIRUM en WAUWERMANS.

geen rekening meer dient te worden gehouden met uitzonderlijke oorlogsuitgaven of met ontvangsten die enkel op verwachtingen zouden steunen. Het is thans het oogenblik om blijk te geven van den fiskalen moed : den moed, dien de belastingschuldige hebben moet om aan den Staat de geldmiddelen te verschaffen, welke hem onontbeerlijk zijn, en den moed, waardoor zij, die de begrootingen opmaken of goedkeuren, weerstaan aan de verzoeken, aan elke onbezonnenheid, aan elke geldverspilling.

Het onderzoek van de Algemeene Begrooting voor 1921 zal wellicht hoogst gewichtig zijn. Het zal eene financieele politiek moeten bevestigen, gegrond op een uiterste vermindering der uitgaven, op het nauwgezet gebruik van de credieten, op het aangaan van verbintenissen niet naar de geldmiddelen, maar wel naar de beschikbare gelden.

Waar toe zou eene begrooting, op den vereischten tijd ingediend, wel kunnen baten, indien zij naderhand grondig moet gewijzigd worden om aan de onafwijsbare lasten van onzen financieelen toestand te voldoen?

*
* * *

Tot dat het Parlement de Algemeene Begrooting zal hebben kunnen vormen, kunnen er slechts bewarende maatregelen worden getroffen : Het zijn voorloopige credieten welke ten dienste van de onderscheidene Departementen zullen worden gesteld. Er kan geen sprake van zijn, het beginsel van nieuwe uitgaven in te voeren, doch slechts den gang der diensten te verzekeren.

Daarom heeft uwe Commissie er aan gehouden zich te vergewissen dat het beloop dezer credieten niet hooger zij dan hetgeen, tot nadere inlichtingen, noodig schijnt te zijn om de strict-noodige uitgaven te dekken. De voorgestelde cijfers zijn, in algemeenen regel en, voor wat de gewone uitgaven betreft, gelijk aan het vierde der uitgaven voorkomende in de Begrooting voor 1920, zooals deze door ons eenige maanden geleden werd vastgesteld.

De uitkomsten dezer ramingen worden slechts gewijzigd wegens bijzondere omstandigheden, b. v. wegens lasten ontstaan uit nieuwe wetten.

Alzoo moet het crediet bestemd voor de Openbare Schuld noodzakelijkerwijze geheel den last begripen welke voor het eerste kwartaal 1921 vereischt is, evenals die, welke bestemd is om de begrooting der dotatiën te voeden, met de nieuwe lasten moet worden bezwaard, die, onder andere, voortvloeien uit de herziening der Grondwet (678,000 frank). Aldus moeten de $\frac{3}{12}$, op de Begrooting van Wetenschappen en Kunsten toe te kennen, met 25,000,000 frank worden vermeerderd wegens de betaling van de onderwijzerswedden en moeten de $\frac{3}{12}$ van het Ministerie van Nijverheid en Arbeid met 15,000,000 frank overschreden worden uit hoofde van den last der ouderdomspensioenen en die van 's Lands-Verdediging en van de Gendarmerie respectievelijk met 10,000,000 en 2,000,000 frank, wegens de solde-verhooging.

Aan het Ministerie van Spoorwegen is eene credietvermeerdering van 50 miljoen opengesteld wegens de uitbreiding van het verkeer.

Eindelijk wordt eene vermeerdering van 15 miljoen voor het eerste kwartaal

toegestaan aan het Ministerie van Financiën, tot dekking der uitgaven veroorzaakt door de maatregelen welke de hervorming in de belastingen heeft noodzakelijk gemaakt.

Anderzijds, ondergaan de credietbedragen voor de Ministeries van Binnenlandsche Zaken en van Economische Zaken verbeteringen welke het gevolg zijn van het feit, dat al de diensten betreffende de sociale hygiëne, welke vroeger tot het tweede Departement behoorden, thans hij het eerste worden gevoegd.

Deze onderscheidene bemerkingen kunnen worden uitgedrukt als volgt :

	Gewone uitgaven in 1920 gestemd.	Drie twaalfden.	Verbeteringen (vermeerderingen of verminderingen)	Aangevraagde voorloopige credieten.
Openbare Schuld	429,729,779 89	»	»	165,600,000 »
Dotatiën	8,583,633 »	2,145,000 »	+ 678,000 »	2,823,000 »
Justitie	74,201,000 »	18,549,000 »	»	18,549,000 »
Buitenlandsche Zaken	15,938,072 »	3,984,000 »	»	3,984,000 »
Binnenlandsche Zaken	18,075,675 »	5,500,000 »	+ 5,750,000 »	11,230,000 »
Wetenschappen en Kunsten	153,438,283 »	30,000,000 »	+ 23,000,000 »	61,000,000 »
Landbouw	21,716,680 »	5,700,000 »	»	5,700,000 »
Openbare Werken	74,632,900 »	18,660,000 »	»	18,660,000 »
Nijverheid, Arbeid en Bevoor- rading	80,148,500 »	20,000,000 »	+ 15,000,000 »	35,000,000 »
Spoorwegen, enz.	1,034,977,327 »	258,000,000 »	+ 50,000,000 »	308,000,000 »
Kolonien	4,716,250 »	1,179,000 »	»	1,179,000 »
's Lands Verdediging	608,420,495 »	152,000,000 »	+ 10,000,000 »	162,000,000 »
Gendarmerie	48,812,700 »	12,000,000 »	+ 2,000,000 »	14,000,000 »
Financiën	62,539,075 »	15,000,000 »	+ 15,000,000 »	30,000,000 »
Economische Zaken	26,771,100 »	6,750,000 »	— 5,750,000 »	1,000,000 »
Onwaarden en Terugbetalin- gen	26,201,000 »	6,660,000 »	»	6,600,000 »

Wat de buitengewone credieten betreft, beantwoordt, als grondslag, de toe te kennen som niet meer aan de drie twaalfden, maar wel aan de drie vier en twintigsten van het bedrag der voor 1920 toegekende credieten; de voorloopige twaalfden doelen inderdaad slechts op deze vooraf tot op de helft verminderde credieten.

Niettemin moesten ook hier sommige terechtwijzingen worden aangebracht :

a) De som van 150 miljoen frank beantwoordt, voor 's Lands Schuld, feitelijk aan de betalingen te doen in den loop van het eerste trimester 1920;

b) De te openen credieten bij het Ministerie van Nijverheid en Arbeid moesten verhoogd worden met 392 miljoen frank uit hoofde van de betalingen door dit Departement te verrichten en welke gedeeltelijk neerkomen op uitgaven voor orde.

c) De credieten van het Ministerie van Economische Zaken moesten met 221 miljoen frank worden verhoogd, uit hoofde van de overboeking van 175,372,000 frank, crediet dat vroeger in het Ministerie van Binnenlandsche

Zaken geopend werd bij den dienst voor oorlogsschade en voor de verwoeste streken, en verhoogd werd met ongeveer 45 miljoen frank.

d) De vermeerdering van 30 miljoen frank voor het Departement van Financiën is het gevolg van de toepassing der wet op de goedkoope woningen.

e) Wat betreft de vermindering van 718,000 frank, van 9,000 frank en van 1 miljoen frank, deze zijn het gevolg van reeds goedgekeurde verminderingen door de betrokken departementen van Buitenlandsche Zaken, van Wetenschappen en Kunsten en van 's Lands Verdediging.

Deze onderscheidene aanmerkingen komen hierop neer :

	Buitengewone uitgaven ge- stemd voor 1920.	Drie vier en twintig- sten.	Verbeteringen (vermeerderingen of verminderingen.	Aangevraagde voorloopige credieten.)
Openbare schuld.	597,015,000	»	»	150,000 000 (a)
Justitie	9,509,000	1,200,000	»	1,200,000
Buitenlandsche Zaken	13,743,700	1,718,000	— 718,000 (c)	1,000,000
Binnenlandsche Zaken	1,410,272,920	176,000,000	— 175,372,000 (e)	628 000
Wetenschappen en Kunsten	1,056,247	132,000	— 9,000 (e)	123,000
Landbouw	165,533,000	20,700,000	»	20,700,000
Openbare Werken	241,340,000	30,000,000	»	30,000,000
Nijverheid, Arbeid en Bevoorrading	1,635,835,000	204,000,000	+ 392,000,000 (b)	596,000,000
Spoorwegen	1,234,022,826	154,230,000	»	154,230,000
's Lands Verdediging	587,297,510	73,500,000	— 1,000,000 (e)	72,500,000
Financiën	42,430,000	5,000,000	+ 30,000,000 (d)	35,000 000
Economische Zaken	630,142,800	79,000,000	+ 221,000,000 (e)	300,000,000

* * *

Artikel 4 van het wetsontwerp dat U wordt voorgelegd bepaalt dat de sommen, aldus ter beschikking gesteld van de verschillende departementen, alleen kunnen gebruikt worden voor gewone en buitengewone uitgaven toegelaten voor 1920, en overeenkomstig met de tabel van deze begrooting. Daaruit volgt dat geene enkele nieuwe uitgave zal kunnen gedaan worden; dat geene enkele machtiging tot uitgave zal kunnen gegeven worden, behalve voor de uitgaven voorkomend op een der begrootingstabellen van 1920. Zoodra de begrooting voor 1921 is overgelegd, zullen de credieten maar kunnen gebruikt worden binnen de perken der nieuwe tabellen.

Uwe Commissie had wel graag nog strengere regels zien toegepast, hoe kort ook deze tusschentijdige periode moet wezen.

Met reden werd reeds aangemerkt dat de artikelen van sommige begrootingen zijn gesteld in zoo onduidelijke of zoo rekbare termen dat zij toelaten credieten te gebruiken voor doeleinden die men aanvankelijk niet kan hebben vermoed. Zij laten toe sommige credieten toe te passen op zoodanige wijze dat het echte overschrijvingen zijn, en die het toezicht en de bepalingen betreffende de aansprakelijkheid der machtigers te niet doen.

Zelfs wat betreft de uitgaven voor 1920 zijn er sommige waarvan men zal

moeten afzien voor 1921. Het zal niet meer volstaan, naar het oordeel van vele leden der Commissie, dat eene uitgave nuttig geacht worde, zij zal *onmisbaar* moeten wezen om gedaan te mogen worden gedurende het tijdperk van 's lands herstel.

En wanneer het buitengewone uitgaven geldt, zal het met des te meer reden noodig zijn, dat de voorloopige credieten niet gebruikt worden aan werken waarvan het beginsel misschien nog zou moeten in bespreking gebracht worden, en waarvan de uitvoering zou kunnen verdaagd worden.

Zonder de eindbeslissing te willen vooruitloopen, maakten sommige leden, in dezen gedachtengang, melding van uitgaven betreffende de verbinding Noord-Zuid.

Eindelijk, en in 't algemeen, welke uitgaven het betrefte, dient het wel verstaan te worden, dat de toekenningen van credieten binnen het bestek, als voor 1920 werd aangenomen, niet als aanduiding van het cijfer der uitgaven kunnen dienen en nog veel minder voor de toekomst kunnen gelden : zij laten alle dingen ongerept.

*
* * *

Als natuurlijk gevolg van de gemachtigde uitgaven, laat het wetsontwerp toe belastingen en heffingen, zoowel recht- als onrechtstreeksche, te innen, gedurende het eerste kwartaal van 1921.

Tevens bevestigt artikel 2 het behouden der heffing op de uitzonderlijke winsten gedurende het jaar 1920 verwezenlijkt, en berekend met in achtneming van den aangroei van het bedrag dat voor de vermindering, waarvan sprake in artikel 10 der wet van 2 Juli 1920, in aanmerking kwam.

Voor de derde maal wordt door het wetsontwerp de duur der verjaring verlengd en worden zelfs uitgestorven rechten terug in het leven geroepen. Onder andere omstandigheden zou het voorstel van aard zijn om aanleiding te geven tot bepreking. De redenen door het Bestuur aangevoerd om het voorstel te staven, schijnen afdoende te zijn : zij zullen nog eene bijzondere waarde hebben, wanneer het gevolg er van wezen zal, termijnen en uitstel te verleenen aan de schatplichtigen behorende tot den middenstand, aan de kleine eigenaars die door den oorlog in een inzonderheid moeilijken toestand werden gesteld. De fiscus zal gewis streng optreden tegenover hen die zich hebben verrijkt met de verarming der eersten.

Ten gunste van de verlenging der termijnen van verjaring kan men insgelijks inroepen, dat tal van bijzonderen of van maatschappijen, waarvan de kapitalen in ondernemingen in het buitenland zijn vastgelegd — zooals b. v. in Rusland — in de onmogelijkheid verkeerden balansen op te maken en dat voor dezen de aanslag moet uitgesteld worden.

Het moet echter niet gebeuren dat het Bestuur, betrouwende op achtereenvolgende uitstellen, daarin een voorwendsel zie om minder bedrijvig te zijn. De laattijdige aanslag geeft aanleiding tot evenveel schade voor den bijzondere — die niet zelden in de onmogelijkheid verkeert den aanslag in te vorderen van den tegenover hem schuld hebbenden persoon.

* *

Uwe Commissie stelt u eenparig voor het wetsonwerp aan te nemen. Zooals het u wordt voorgelegd, is het een eerste bewijs van den vastberaden wil der Regeering om orde te brengen in onze financiën, en de strengste zuinigheid in de uitgaven. Zij kan rekenen op den steun van het Parlement, dat zich niet zal onttrekken aan zijne verantwoordelijkheid bij 't vervullen dezer taak.

De Verslaggever,
P. WAUWERMANS.

De Voorzitter,
A. MECHELYNCK.

